

L'AUTODÉFENSE PAYSANNE...

«Human seed for freedom's birth» (De la semence humaine pour la naissance de la liberté)». Langston HUGHES.

UNE EXPÉRIENCE COLLECTIVISTE EN COLOMBIE

Depuis l'insurrection des «comuneros» (1871), la Colombie a connu bien des soulèvements, au cours desquels le peuple tenta de prendre en main sa destinée, mais chacun de ses mouvements fut réprimé dans le sang. Chaque fois, la bourgeoisie gouvernante s'allia avec la puissance dominatrice: la couronne espagnole hier, les intérêts nord-américains aujourd'hui. Cette minorité, descendante des grands propriétaires, représente environ 4% de la population, et s'approprie plus de 40% du revenu national. Dans ce pays d'économie rurale, 8.090 propriétaires fonciers (c'est-à-dire 0,8% des propriétaires), contrôlent 11.164.000,021 hectares, soit 40,22% des terres cultivables, dont ils n'exploitent d'ailleurs que 10%. 1.200.000 petits exploitants, d'autre part, se partagent 6,88 % des terres cultivables.

Cette situation lamentable résulte, en grande partie, de la politique des conservateurs, après leur prise de pouvoir en 1946. A cette époque, et pendant les années qui suivirent, des milliers de familles paysannes furent expulsées de leurs terres, avec l'aide de la force armée. Ce sont ces groupes errants, auxquels se joignirent d'anciens guérilleros, qui se constituèrent en collectivités libres, dans les régions inhospitalières qu'ils entreprirent de mettre en valeur. Ces zones se caractérisent toutes par une tendance marquée à la gestion collective. En 1949, une première région libre est créée dans la zone de Viota, et les paysans en interdisent l'accès aux forces militaires. A Viota, la vie s'organise, toute la population participe à l'activité sociale et économique de la colonie. Le gouvernement et les grands propriétaires ne croient pas que cette expérience puisse réussir, aussi décident-ils de faire le silence sur l'initiative révolutionnaire des paysans colombiens. Mais, après quelques années, et devant le succès de la gestion populaire à Viota, le gouvernement réagit violemment, se sentant menacé dans sa raison même d'exister. L'armée, qui a reçu l'ordre d'anéantir Viota, est repoussée aux portes de la ville. Devant cet échec, le gouvernement fait citer le mouvement, dont les dirigeants sont arrêtés, devant un conseil de guerre, sous l'inculpation «d'association de criminels».

Vers l'année 1951, la résistance armée s'étend dans toute la région occidentale du territoire colombien et affirme son caractère révolutionnaire. Ces paysans joueront un rôle important dans la chute de la dictature militaire, en 1957, mais, incapables d'exploiter cette première grande victoire, ils laisseront l'oligarchie au Pouvoir. Cependant, certains groupes refuseront de se soumettre au nouveau régime démocratique. Ils conserveront leurs armes et poursuivront l'offensive révolutionnaire. Sous leur impulsion, on assiste à la création de nombreuses «zones d'autodéfense des masses paysannes», et le nouveau gouvernement décide de mettre fin à l'expérience collectiviste qui gangrène son infaillibilité. En 1962, le leader d'extrême-droite, Gómez Hurtado, parle pour la première fois des «républiques indépendantes» et du «démembrement du territoire national», vieux refrain patriotique que tous les gouvernements du monde ont chanté.

Le plan militaire et l'échec économique

L'armée colombienne retrouve alors sa suprématie et les U.S.A. décident de l'équiper et de l'entraîner pour la guérilla. Le plan «Lazo» a pour objectif d'empêcher que l'exemple des centres d'autogestion paysanne ne fasse tache d'huile et de précipiter l'organisation révolutionnaire dans la guerre pour la démanteler.

L'état-major colombien préconise «la guerre civile obligatoire», et non seulement pour la Colombie, mais aussi pour tous les pays du monde; Ruiz Novoa déclare: «La guerre de l'avenir sera la guerre de guérillas... Tous les pays du monde en seront le théâtre, foyers indépendants de cette éruption permanente, produite par les conflits de Pouvoir, quelquefois ce sera le communisme qui essaiera de s'en emparer au moyen de la subversion, et d'autres fois, il devra faire front aux guérillas qui essaieront de récupérer pour l'Occident le terrain perdu». Les conceptions guerrières de ce général colombien rejoignent les élucubrations prophé-

tiques du chef de l'État Français qui a déjà, remanié les structures existantes et surannées, pour découper la France en petites zones de guérillas.

La soumission de l'armée colombienne aux «*conseillers techniques*» nord-américains est complète. Washington, qui connaît l'enjeu de ce combat, n'hésite pas à placer la Colombie tout de suite, après le Vietnam, comme objectif d'intervention. Le gouvernement de Valencia a donné priorité absolue au budget militaire. Ainsi, 40% du budget national sont consacrés aux dépenses militaires, alors que les instituteurs n'ont pas été payés depuis plusieurs mois.

Le «*Plan decenal de desarollo*» (plan de développement), institué dans le cadre de «*l'Alliance pour le Progrès*», dérive vers un échec retentissant. Cette information n'émane pas des secteurs progressistes, opposés au président Guillermo León Valencia, mais de la puissante «*Asociación Nacional de Industriales*» (A.N.D.I.) qui groupe la fine fleur de la bourgeoisie réactionnaire de Colombie.

La cote globale des investissements atteint à peine 40% de la somme nécessaire pour résoudre le problème du chômage. Le plan de développement prévoyait une augmentation de 24% du produit national brut, durant les quatre années 1960-64, alors que 18% ont été enregistrés réellement. La production agricole qui devait augmenter de 17% pendant la période considérée, diminua de 5%. Voilà le désastreux bilan d'une économie épuisée par la guerre, voilà le véritable visage de l'État. En 1963, les «*dépenses de fonctionnement*» de l'État s'élevaient à 170 millions de pesos (un dollar = dix pesos), en 1964, elles atteignaient 300 millions de pesos. Le désastre du plan de développement est dû, selon les industriels colombiens, à l'hypertrophie du budget officiel de l'Armée, de la police et de l'appareil bureaucratique. Mais il existe d'autres causes fondamentales dont la A.N.D.I. ne fait pas état, car la dépendance des industriels colombiens envers les U.S.A. est de plus en plus étroite. Il s'agit du paiement des intérêts de la dette extérieure, et des structures monopolistiques qui affectent de nombreux secteurs de l'économie, chaque jour, liée plus étroitement au capital nord-américain. Et ceci est le fond de la crise qui agite le pays.

L'intime complicité qui préside aux relations entre les deux gouvernements américains, a amené les États-unis, voici quelques semaines, à solliciter la participation de la Colombie dans la guerre du Vietnam. Fernando Gómez Martinez, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Valencia a déclaré que son gouvernement étudiait la demande nord-américaine. Washington possède des arguments décisifs pour convaincre ses alliés. C'est dans ce contexte que fut entreprise la vaste opération d'anéantissement des centres d'autogestion, paysanne dont l'organisation économique et humaine, après des années d'intelligent labeur, pouvait servir d'exemple à tous les hommes, en leur montrant la criminelle inutilité de l'État et le véritable chemin de l'émancipation libératrice.

L'assaut contre Marquetalia

La destruction de Marquetalia fut décidée après la visite de la «*Commission du Pentagone*» à Bogota. Cette mission nord-américaine, conduite par le général John Wood, procéda en particulier à l'échange d'une douzaine de vieux avions F80 contre des appareils plus modernes, ceux-là mêmes qui attaqueront Marquetalia. Cette collectivité paysanne ne sera pas la seule à subir les assauts des militaires qui mènent l'offensive contre les quatre fronts de guérilla qui existent dans le pays.

Le territoire révolutionnaire de Marquetalia s'étend sur 5.000 km², dans la Cordillière centrale des Andes, entre les départements de Tolima, Huila, Cauca et Valle. Les paysans racontent que le nom de Marquetalia fut donné à cette région par Jacobo Prias Acape, lorsque des dizaines de guérilleros se réunirent, après l'armistice de 1953, pour fixer leurs vies errantes. Jusqu'à l'intervention gouvernementale, cette zone était une région tranquille, où des paysans laborieux travaillaient à l'édification d'une vie plus libre et plus vraie. La collectivité gérait les terres, le bétail et les récoltes étaient vendus sur les marchés de la région. Il était procédé de même par les membres de la collectivité agraire de Rio Chiquito qui écoulaient leurs marchandises sur les marchés proches de Pacarny, Natga, La Piata et Neiva. Mais, ces terres étaient depuis longtemps visées par les gros propriétaires fonciers. En 1962, les paysans avaient fait échouer une première tentative de répression militaire. Depuis cette date, la surface contrôlée par l'organisation révolutionnaire avait doublé et le nombre de paysans adhérents avait triplé.

En 1963, le gouvernement intensifia l'offensive militaire. Cette année-là Ricardo Otero, un étudiant qui avait rejoint les paysans révolutionnaires, devait trouver la mort. Otero avait contribué à organiser les collectivités paysannes de Tubara, Juan Minas et Galapas. Peu avant sa mort, il écrivait à John Bernal, secrétaire du *Conseil mondial de la Paix*: «*Notre devoir est d'accélérer le mouvement de libération de notre peuple*. Ce

sera une contribution réaliste pour la paix». Il tomba, les armes à la main, le 16 septembre 1963, en luttant avec ses compagnons contre deux bataillons de l'armée colombienne.

Au début de l'année 1964, les organisations ouvrières, étudiantes et paysannes de Colombie firent appel à leurs militants, afin qu'ils interviennent contre la grande offensive militaire qui se préparait dans la région de Marquetalia. A la même époque, le président Valencia annonçait: «*1964 sera l'année de l'extermination des républiques indépendantes*». Et l'assaut fut donné contre les paysans révolutionnaires. Deux syndicalistes paysans chevronnés, Manuel Marulanda Velez (dont le nom véritable est Pedro Antonio Marin) et Isauro Yosa organisèrent la résistance du réduit de Marquetalia.

Les opérations furent dirigées par le général U.S. John Wood. 16.000 soldats colombiens, au cours de quatre campagnes, participèrent aux assauts successifs contre la région insurgée. Simultanément, des avions U2 de reconnaissance, des bombardiers, des avions de chasse à réaction et des hélicoptères, appartenant à l'U.S. Army traquèrent les paysans dans les montagnes. Ces opérations coûtèrent 17 millions de dollars aux États-Unis, somme à laquelle vint s'ajouter un prêt de 500.000 dollars, consenti par la B.I.D. (*Banque Internationale américaine de Développement*).

Dans ces contrées, l'armée assassina en masse des familles de paysans, détruisit les récoltes et les écoles, enferma les survivants dans les camps de concentration des départements de Huila et de Tolima, où furent parqués des centaines de paysans.

«L'Opération Marquetalia» débute réellement à la fin du mois de mai 1964, lorsque l'armée pénétra dans les nombreux villages de Marquetalia. Au cours d'un bombardement, effectué le 14 juin 1964, dix-huit enfants périrent. Cependant, et malgré l'aide yankee, les troupes gouvernementales ne parvinrent pas à encercler les paysans révolutionnaires qui se réfugièrent dans d'inaccessibles contrées. La tête de Manuel Marulanda fut mise à prix 50.000 pesos. Au mois de septembre 1964, le nombre des victimes de la répression à Marquetalia dépassait 200.

Les révolutionnaires Isaias Pardo, Isauro Yosa, Jesus Medina, Jaime Amaya et M. Marulanda ont décidé de fonder un front unique pour le triomphe de la révolution. En août 1964, plus de 30 engagements ont opposé les paysans révolutionnaires et l'armée.

Dans le département de Huila, 70% des écoles ont été rasées ou transformées en casernements. Les prisons regorgent des paysans faits prisonniers sur les territoires des collectivités agraires. Une commission parlementaire qui a visité la prison de Neiva rapporte que de nombreux paysans ont été atrocement torturés (yeux brûlés par des cigarettes, oreilles coupées, etc...). Voici ce martyrologue de la liberté:

Telmo Avilés, Angel Alberto Pineda, Juan Isidro Guzman, Andelmo Cortès, José Noel López, Arnublo Pinilla, Marco Tulio Cabiedes, Cipriano Alvarez, Heliberto Quintero, Juan Visaquillo Murcia, Hernán Chala, Leonel Diaz Yepes, Clementina Cruz, Polidoro Suarez, Campo Elias González, Segundo Lozada, Marco Tique Capera, Luis Eduardo Rojas, Luis Eduardo Quimbaya, Luis Rodolfo Vega, Uldarico Gaviria, Miguel A. Rueda, Aciscio Carvajal Molano, José Guilombo et Braulio Hernandez Montoya.

Malgré la répression, malgré les manœuvres du *Parti communiste*, appuyé par Castro, la lutte des paysans pour sauvegarder leurs organisations révolutionnaires s'intensifie, et l'armée ne trouve plus devant elle que les ruines désertées des collectivités. Marquetalia, cette communauté de villages fondés par les guérilleros libertaires reste le cœur de la résistance. Et l'on entend toujours dans les montagnes, le vieil hymne des révolutionnaires colombiens:

«... Soy soldato de los guerrilleros, que conquistan un mundo mejor... (Je suis un soldat de la guérillera, qui conquière un monde meilleur)».

Gui SEGUR.